

Compte rendu du meeting pour la levée de l'État d'urgence du 17 décembre 2015

Plus de 400 personnes étaient présentes. Une cinquantaine d'organisations étaient représentées.



L'ensemble des interventions ont toutes pointées l'inutilité de l'état d'urgence en matière de lutte contre le terrorisme et son évidente utilisation pour museler les contestations sociales.

Les interventions notables

Celle de Sergio Coronado député écologiste, un des 6 députés qui n'ont pas voté l'état d'urgence. Son intervention a été sans doute la plus applaudie. Le côté courageux et honnête de sa démarche, qu'il a longuement expliquée, a fait forte impression. Il symbolise ce qui reste de "démocratique" dans cette assemblée croupion qu'est l'Assemblée Nationale. Il a insisté sur le fait que, contrairement à ce que pensent certains, Hollande ne cédera sans doute sur rien, pas même la déchéance de la nationalité (dans une manœuvre politicienne cherchant à le rendre "modéré" aux yeux de l'opinion publique)

Celle de Laurence Blisson du syndicat de la magistrature qui a insisté sur l'absurdité et les dangers de l'état d'urgence qui, depuis sa mise en place a permis 2700 perquisitions arbitraires, basées sur la seule suspicion, pour seulement 2 enquêtes administratives en relation avec le terrorisme. Elle a insisté sur l'urgence d'une mobilisation massive car il ne faut pas que la population commence à s'habituer à vivre avec cet état d'urgence, avant qu'il ne soit consitutionnalisés. Il faut donc alerter pour éviter cette constitutionnalisation.

Plusieurs interventions pour dénoncer l'islamophobie et le racisme ambiant. Notamment celles de l'intervenant du CCIF (Collectif contre l'Islamophobie en France), de Sihame Assbague (Collectif contre les contrôles au faciès), de Anzoumane Sissoko (Coalition Internationale des Sans-Papiers) et d'autres, qui ont clairement pointé le fait que l'état d'urgence vise prioritairement les quartiers populaires, les populations

d'origine immigrée, les sans-papier et les personnes apparentées musulmanes. (note personnelle : Il est important de rappeler notamment qu'à Sens, dans l'Yonne, la mairesse Les Républicains, a même instauré un couvre pendant 3 jours dans plusieurs quartiers populaires. Qui a débouché sur plusieurs dizaines de perquisitions abusives et aucune enquête administratives).

Plusieurs interventions syndicales, notamment celle de Patrick Picard, secrétaire général de l'UD CGT, qui a dénoncé la répression des travailleurs en lutte, la violence policière et patronale anti-syndicale et a insisté sur le fait que le 23 décembre (la veille de Noël !) Hollande et son chef de cabinet Valls et Macron, présenteront une loi de modification de la constitution, ce qui constitue un fait d'une gravité extrême qui légitimera un état d'exception. Il a été rappelé à plusieurs reprises que l'état d'exception existait déjà à travers plusieurs lois votées ces dernières années. Autre intervention syndicale, celle des postiers du 92 en grèves depuis 50 jours, qui ont expliqué comment il leur était interdit par leur direction de communiquer avec d'autres centres postaux, au nom de l'interdiction de se rassembler (il ne leur en effet possible que de contacter individuellement les postiers d'autres centres). Celle d'une étudiante de Solidaire-Etudiants qui a parlé d'arrestations et mises en garde à vue d'une vingtaine d'étudiants suite à la manifestation du 29 novembre, et du climat anxieux et répressif que suscitait l'état d'urgence dans les universités. Elle a évoqué le fait que les terroristes qui ont perpétré les attentats du 13 novembre auraient pu, s'ils n'avaient pas été stigmatisés dans leur vie, être des étudiants, comme elle.

Notable aussi l'intervention d'Olivier Besancenot qui a appelé à renforcer les luttes qui sont les seuls moyens de nous faire entendre. Une dizaine d'interventions ont traité de l'importance de dénoncer les guerres et souligné le fait que depuis les interventions en Irak aucune manifestation populaire n'a eu lieu. Toutes ces interventions ont souligné l'importance de ne pas dissocier la lutte contre les guerres de la lutte contre l'état d'urgence, rappelant que la politique impérialiste guerrière du gouvernement est à l'origine de migrations de masse des populations touchées par ces guerres, Rappelant également que ces guerres, malgré ce que veulent faire croire les dirigeants, touchent en priorité les populations civiles et permettent aux extrémistes religieux de se développer, en réaction aux politiques impérialistes occidentales.

Si la plus grande partie des interventions étaient faites au nom de collectifs associatifs, l'ensemble était toutefois très politique.

Quelques témoignages également. Dont celui des 2 frères assignés à résidence pendant plus de 10 jours dans le cadre de la répression contre les activistes anti-COP21. Ces 2 militants ont souligné le fait que leur assignation à résidence avait davantage renforcé leurs convictions militantes que muselé.

Les perspectives

L'assemblée a validé la nécessité de sensibiliser l'ensemble de la population de la

nécessité de demander la levée immédiate de l'état d'urgence, en créant des collectifs partout cela est possible. Des collectifs devant utiliser les moyens tels que les diffusions de tracts, de réunions publiques, de diffusion massive de documents etc. Le constat a été fait que la population n'est pas clairement consciente des dangers que fait peser sur elle l'état d'urgence et qu'il faut donc expliquer les enjeux de la politique gouvernementale. Cette sensibilisation massive doit se faire pendant le reste du mois de décembre et janvier pour déboucher sur une manifestation centrale et un meeting le week end du 6 février.

Il a été rappelé qu'une manifestation de soutien aux migrants doit avoir lieu le 19 décembre à Pairs, à 15h, de Barbès à la Place de la République. Une manifestation qui doit s'inscrire également dans la lutte pour la levée de l'état d'urgence.

Wilbur Schäffer, le 20 décembre 2015